

Aide Sociale à l'enfance dans les Yvelines : Chaos et Mépris

Le Conseil Départemental détruit la Prévention Spécialisée

Dans les Yvelines, le 18 décembre 2015, les élus du Conseil Départemental (sauf deux), sous la conduite de leur Président, Pierre Bédier, ont voté le **démantèlement radical de la Prévention Spécialisée**.

« La protection sociale, façon après-guerre, c'est terminé ... Il faut bien organiser la fin ».
Pierre Bédier, président de Conseil Départemental des Yvelines (décembre 2015)

Alors que :

De plus en plus de jeunes vivent dans des conditions très précaires, en rupture de liens, sans aide, cumulent les difficultés dans les quartiers populaires, comme dans les territoires ruraux.

« Les équipes de prévention spécialisée sont une ressource indispensable pour repérer les signes de mal être et répondre aux besoins des jeunes sur les territoires ».

Laurence Rossignol, Ministre des Familles, de l'Enfance et des Droits des femmes (avril 2016)

Nationalement, la Prévention Spécialisée, un des « pilier(s) de la Protection de l'Enfance », devient une obligation de l'Aide Sociale à l'Enfance (ASE) (feuille de route 2015-2017 de la protection de l'enfance, loi du 14 mars 2016, ...)

« Ce que l'on n'investit pas maintenant dans la prévention spécialisée, on le paiera plus cher plus tard en réparation sociale. La prévention spécialisée est un moyen pour la jeunesse de reprendre confiance en elle ».

Patrick Kanner, Ministre de la Ville, de la jeunesse et des sports (avril 2016)

Cette décision du conseil départemental est idéologique, irresponsable et s'oppose aux besoins de la population

DES CONSÉQUENCES CATASTROPHIQUES

- **4 000 jeunes** des quartiers populaires et des territoires ruraux ne seront plus du tout ou seront moins accompagnés !
- **Disparition des éducateurs de rue dans 12 communes** du département ! (22 en 2015, 10 en 2016)
Exclusion de : Ablis, La Celle-Saint-Cloud, Carrières-sous-Poissy, Conflans-Sainte-Honorine, Mantes-la-Ville, Plaisir, Rambouillet, Saint-Cyr-l'Ecole, Saint-Germain-en-Laye, Verneuil, Vernouillet, Versailles.
- **Suppression de 50 % des emplois** (69 sur les 143 existants) !
- **Anéantissement du tissu associatif de la Prévention Spécialisée** : 9 associations en 2015, 1 en 2016 !
- **Baisse de plus de 25% du budget** !

UNE DÉCISION IRRESPONSABLE

Casser le travail des éducateurs de rue, dans les quartiers populaires et les territoires ruraux.

- C'est refuser de faire société commune et d'être solidaire avec les jeunes de ces territoires ;
- C'est refuser de les accompagner et de les soutenir dans leur construction pour devenir adulte.

Casser la Prévention Spécialisée, c'est cynique et irresponsable.



UNE ATTAQUE CONTRE LA DÉMOCRATIE

Une instrumentalisation très politique de l'action éducative.

Pierre Bédier a donné le monopole de la Prévention Spécialisée dans les Yvelines à l'IFEP, Le conseil d'administration et le bureau de cette association sont composés essentiellement « d'amis politiques » de Pierre Bédier.

Les conséquences de ce choix sont graves :

- Allégeance associative et professionnelle au politique ;
- Refus de la diversité associative ;
- Négation des différences professionnelles ;
- Absence totale de débat contradictoire ;
- Perte considérable des problématiques de territoires, de la qualité et de la rapidité des réponses éducatives ;
- Normalisation et standardisation des actions éducatives ;
- Retour au clientélisme et au favoritisme ;
- Valorisation de la politique du chiffre au détriment de la qualité du travail.

Instrumentaliser l'action éducative des éducateurs de rue à des fins politiques, c'est cynique et irresponsable.



DES ARGUMENTS MENSONGERS

L'argument financier ne tient pas.

Dans les Yvelines, la baisse des dotations de l'Etat est plus que compensée par les augmentations d'impôts votées par les élus du Conseil Départemental (plus de 600 millions d'euros sur cinq ans) ! Le même jour, ils votaient la baisse du budget de la Prévention Spécialisée (moins 25%) et une subvention de 700 000 € pour un tournoi de golf.

La décision de détruire la Prévention Spécialisée n'est pas liée aux contraintes budgétaires. C'est un choix purement politique. C'est cynique et irresponsable.

Les « quartiers prioritaires » ne seront pas privilégiés.

50% des villes, ayant des « quartiers prioritaires », au titre de la Politique de la Ville, ne bénéficient pas de l'action éducative de la Prévention Spécialisée, du fait de l'opposition des Maires, en alliance avec Pierre Bédier : Carrières-sous-Poissy, Carrières-sur-Seine, Mantes-la-Ville, Plaisir, Poissy, Sartrouville, Vernouillet.

« Regrouper les moyens à la remobilisation et à l'accompagnement des jeunes les plus en difficultés » est un mensonge.

De Bonnières-sur-Seine à Saint-Arnoult-en-Yvelines ; de Houilles à Houdan les jeunes qui cumulent les difficultés souffrent autant que dans les « quartiers prioritaires ». Pourtant quand des élus de ces territoires demandent l'action éducative de la Prévention Spécialisée, en étant prêt à y contribuer financièrement, Pierre Bédier refuse.

C'est le règne de l'inégalité. Les Maires qui refusent la prévention spécialisée en ressortent renforcés. Ceux qui la souhaitent sont renvoyés avec mépris. C'est cynique et irresponsable.

LE CHAOS, LE MÉPRIS ET LE GÂCHIS COMME OUTILS DE GOUVERNANCE

Casser les valeurs éducatives et le sens du travail

Aucune reconnaissance du travail réalisé, aucune reconnaissance de l'engagement professionnel, aucune reconnaissance des valeurs et du sens du travail portés par les associations, aucune reconnaissance des dynamiques partenariales locales. Les salariés sont maltraités. La souffrance au travail est grande. La confiance est rompue.

Aujourd'hui, la loi oblige le « lauréat » à reprendre les emplois qui ont survécu au désastre de décembre 2015 et mars 2016. Mais pour des professionnels engagés dans la relation éducative qu'est-ce qu'un emploi quand le sens et les valeurs du travail ont disparus ? Qui va les réinsuffler ? Certainement pas Pierre Bédier et les élus du conseil départemental qui ont détruit la Prévention Spécialisée.

Quels gâchis sont encore à venir du fait de la gestion par le chaos et le mépris?

Un cruel démantèlement pour les jeunes et leurs familles.

Le point de vue des jeunes et de leurs familles a été totalement ignoré par les élus. Depuis des mois les adolescent(e)s et les parents sont ballottés d'incertitude en incertitude. Leur confiance s'est délitée. Ils sentent bien que les équipes ne peuvent plus engager de nouvelles actions éducatives. La consistance du filet éducatif s'est dérobée. Des mois, peut-être des années de travail éducatif ont été perdus.

Monsieur Pierre Bédier a cassé la confiance, cassé les équipes éducatives, cassé les associations, cassé le maillage partenarial sur les territoires.



La Prévention Spécialisée n'est pas reconfigurée. Elle est défigurée.

Assez de casse. Assez de mépris. Assez de gâchis.

Reconstruisons l'éducation pour tous dans tous les territoires des Yvelines

